

Le sédiment : entre matière première secondaire et déchet

UCIE

Lyon, 29 septembre 2011

David Desforges, Avocat

Plan

Introduction

- I. Réglementation des activités de curage et de dragage : le sédiment comme sous produit d'une activité
- II. Qualification juridique du sédiment
- III. Devenir du sédiment : suspension, immersion, commercialisation, gestion à terre

Conclusion

Introduction (1)

- Définition (générique) : « *particule de taille et d'origine variable, détachée de sa matrice originelle par des phénomènes d'érosion et transportée par la gravité, l'eau, le vent ou la glace. Leur dépôt sur une superficie de taille variable est à l'origine de la formation de couches sédimentaires* »

Introduction (2)

- Absence de définition juridique « positive »
- Noter également les variations de terminologie suivant les textes
- Le sédiment est un objet de droit mais ne se définit en fait que négativement
- Objet de quel droit ? Ni code rural et de la pêche, ni code des ports maritimes, ni code de la navigation fluviale, ni code des transports, ni code minier – le terme « sédiment » n'y figure pas

Introduction (3)

- Le sédiment - objet du droit de l'environnement
- Essentiellement comme « élément » du milieu « eau » (c. env. art. L. 211-1 *et suiv.*)
- Souvent comme le « sous-produit » d'une activité
- Accessoirement comme « déchet » (c. env. L. 511-4-1) (*v. infra 2.*)
- Le sédiment : quel type de déchet?
- Le sédiment : quelles utilisations?

Introduction (4)

Quelques chiffres...

- 525.000 km de cours d'eau transportent en moyenne 6 millions de m³ de sédiments chaque année (*source >INRA*)
- Volumes dragués : **50 millions de m³** dont **90%** concernent les dragages des ports estuariens (*source Ifremer 2008*)
- 91% des volumes dragués immergés en mer
- Boues de curage (**0.9 Mt/an**) soit 18 kg/habitant de matière brute (répartition 50/50 entre bassins et cours d'eau) (*source AGHTM*)
- Pour information comparative : boues de curage d'égout, entre 165.000 et 345.000 t/an seulement

I. Réglementation des opérations génératrices de sédiments (1)

Réglementation des **opérations** susceptibles d'impliquer la gestion de sédiments :

- pas de différenciation juridique significative entre opérations de « curage » et de « dragage » mais...
- le « **curage** » vise *a priori* des opérations de simple mobilisation de sédiments à petite échelle sans sortie du lit mineur du cours d'eau ou l'enlèvement de sédiments liée à une opération d'entretien d'un cours d'eau ou d'aménagement de celui-ci,
- le « **dragage** » vise en général une opération d'une certaine envergure réalisée avec des outils lourds. Le terme est plus souvent utilisé en milieu maritime/portuaire.

I. Réglementation des opérations génératrices de sédiments (2)

C. env., art. L. 215-15 Il précise le champ d'application du **curage** : pas simple entretien. Recours au curage pour :

- (a) **remédier** à un dysfonctionnement du transport naturel des sédiments de nature à remettre en cause les usages visés au II de l'article L. 211-1, à empêcher le libre écoulement des eaux ou à nuire au bon fonctionnement des milieux aquatiques ;
- (b) **lutter** contre l'eutrophisation ;
- (c) **aménager** une portion de cours d'eau, canal ou plan d'eau en vue de créer ou de rétablir un ouvrage ou de faire un aménagement.

I. Réglementation des opérations génératrices de sédiments (3)

En revanche, les **extractions de sédiments, hors curage** tel que défini par art. L. 215-15 ou nécessitées par l'entretien d'un ouvrage relevant de la police de l'eau sont **interdites** (v. arrêté du 30 mai 2008, art. 3).

Seuls peuvent être effectués les retraits ou déplacements de matériaux liés au curage d'un cours d'eau ou plan d'eau traversé par un cours d'eau répondant aux objectifs et conditions de réalisation prévus par la réglementation en vigueur (c. env. L. 215-15 et arrêté du 30 mai 2008, art. 3).

Opérations soumises à déclaration ou à autorisation.

I. Réglementation des opérations génératrices de sédiments (4)

En milieu fluvial (réf. rubriques de la nomenclature « eau » - c. env. art. R. 214-1) :

- 3.2.1.0 entretien de cours d'eau et de canaux
- 3.1.1.0 installations, ouvrages, remblais, épis
dans le lit mineur d'un cours d'eau
- 3.1.2.0 installations, ouvrages, travaux ou
activités (IOTA) conduisant à modifier
le profil (long ou travers) du lit mineur
d'un cours d'eau

I. Réglementation des opérations génératrices de sédiments (5)

En milieu fluvial (*suite*)

- 3.1.3.0 installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique
- 3.1.4.0 consolidation ou protection des berges
- 3.1.5.0 IOTA dans le lit mineur d'un cours d'eau et ayant un impact sur la faune aquatique

I. Réglementation des opérations génératrices de sédiments (6)

En milieu fluvial (*fin*)

3.2.3.0 plans d'eau permanents ou non

3.2.4.0 vidanges de plans d'eau (hors pisciculture)

3.2.5.0 barrages de retenue et digues de canaux

5.2.2.0 entreprises hydrauliques soumises à la loi du 16 octobre 1919 *relative à l'énergie hydraulique*

I. Réglementation des opérations génératrices de sédiments (7)

En milieu maritime (réf. *id.*)

- 4.1.1.0 création de ports et de chenaux
- 4.1.2.0 aménagements portuaires et autres ouvrages > 160 k€ et >1.9 M€
- 4.1.3.0 dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin

I. Réglementation des opérations génératrices de sédiments (8)

Hormis pour le **curage** (3.2.1.0), la création de plans d'eau (3.2.3.0) et le **dragage** (4.1.3.0) (*v. infra*), les arrêtés ministériels associés à ces rubriques renvoient à des dispositions très génériques concernant le devenir des matériaux issus de ces opérations (*v. infra*).

Attention - Ne pas confondre les sédiments issus des opérations visées ci-avant avec «les sédiments résiduels des installations de traitement ou de prétraitement biologique, physique ou physicochimique des eaux usées » (*i.e.*, « boues » de station d'épuration) (*v. sous-section relative à l'épandage des boues in c. env. art. R. 211-26 et suiv.*).

II. Qualification juridique du sédiment et responsabilités (1)

Code de l'environnement (art. L. 541-4-1)

*« Ne sont pas soumis aux dispositions du présent chapitre :
[Prévention et gestion des déchets] (...)*

*- les sédiments déplacés au sein des eaux de surface aux fins
de gestion des eaux et des voies d'eau, de prévention des
inondations, d'atténuation de leurs effets ou de ceux des
sécheresses ou de mise en valeur des terres, s'il est prouvé que
ces sédiments ne sont pas dangereux ;
(...) »*

II. Qualification juridique du sédiment et responsabilités (2)

d'où il ressort que :

Les sédiments en place ne sont pas des déchets

Les sédiments déplacés à des fins :

- de gestion des cours d'eau,
 - de prévention des inondations,
 - d'atténuation de leurs effets et de ceux des sécheresses, ou
 - de mise en valeur des terres,
- ne sont pas des déchets non plus...**

II. Qualification juridique du sédiment et responsabilités (3)

... s'il est prouvé qu'ils ne sont pas dangereux

- quelle « preuve » ?
- quels critères de dangerosité ?
- qui administre cette preuve ?

La notion de « preuve » appelle une démonstration scientifique.

Cette preuve doit être rapportée par le **titulaire de l'autorisation** ou le **déclarant**, par principe présumés responsables des opérations (pour les activités relevant de la nomenclature « eau »).

II. Qualification juridique du sédiment et responsabilités (4)

A noter : l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration et relevant de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature « eau » précise :

« (...) le maître d'ouvrage du curage est responsable du devenir des matériaux ».

v. également, les obligations du producteur ou détenteur de **déchets** au titre du code de l'environnement, art. L. 541-2.

III. Le devenir des sédiments : remise en suspension et/ou immersion (1)

Compte tenu des volumes concernés, la **remise en suspension** ou l'**immersion** constituent souvent un choix « naturel ».

La réglementation distingue entre milieux de destination : **milieu marin** ou **eaux de surface**.

Immersion en milieu marin régie par le Protocole de Londres du 7 novembre 1996 (décret n° 2006-401 du 3 avril 2006) à la Convention de Londres du 29 décembre 1972 (décret n° 77-1145 du 28 septembre 1977).

III. Le devenir des sédiments : remise en suspension et/ou immersion (2)

Principe : interdiction (c. env. art. L. 218-43 reprenant l'article 4 du Protocole de 1996 à la Convention de Londres de 1972) **sauf** pour les déchets et matières visés à l'Annexe I.

Immersion possible des « **déblais de dragage** » sous réserve d'autorisation (ou de déclaration) et du respect des principes de précaution et pollueur-payeur (c. env. art. L. 218-44 I 1° et renvoi à la rubrique 4.1.3.0).

La remise en suspension ou l'immersion dans les **eaux douces superficielles** sont régies par les rubriques 3.1 et 3.2 et suivantes visées ci-avant, voire par la rubrique 2.2.3.0 relative aux rejets dans les eaux de surface.

III. Le devenir des sédiments : remise en suspension et/ou immersion (3)

Critères de distinction quant à leur soumission à **autorisation** ou à **déclaration** sont fonction du volume, de la sensibilité du milieu, du niveau de contamination.

Les niveaux de contamination à prendre en compte sont fixés par un **arrêté du 9 août 2006** *relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eaux ou canaux.*

III. Le devenir des sédiments : commercialisation (1)

Une fraction des sédiments et des déblais de dragage peut être **commercialisable**. Cela concerne les matériaux, par nature, peu contaminés tels que sables, graviers, galets et autres produits minéraux solides.

Distinguer, là encore, suivant leur origine.

(a) Pour les **matériaux issus du milieu marin**, noter que le décret n° 2006-798 du 6 juillet 2006 définit les « *travaux maritimes* » comme « *les extractions résultant de travaux soit de conservation du domaine public maritime, soit de création ou d'entretien d'un ouvrage public maritime ou d'un chenal d'accès, effectuées à des fins non commerciales sur le site même de l'ouvrage à créer ou à entretenir* ».

III. Le devenir des sédiments : commercialisation (2)

Le Conseil d'Etat considère que cette définition n'interdit pas que les produits **excédentaires** résultant des extractions répondant à ces définitions soient, le cas échéant, commercialisés. Ces travaux maritimes ne doivent cependant **pas entrer en concurrence avec l'activité des entreprises extractrices** soumises aux procédures minières.

(b) Pour les matériaux issus des **eaux douces superficielles**, l'administration estime « rares » les cas de matériaux excédentaires mais ceux-ci sont néanmoins commercialisables (v. circulaire du 4 juillet 2008).

Dans ce cas, priorité à leur traitement et utilisation en tant que **granulats** (v. arrêté du 30 mai 2008, art. 9). (Note: si acheminement vers une station de transit de produits minéraux et/ou traitement, application du régime ICPE, rubriques n° 2515 et/ou 2517).

III. Le devenir des sédiments : gestion à terre (1)

Le critère applicable est évidemment celui de la **dangerosité**.

Article R. 514-8 Annexe II relatif à la classification des déchets comporte une « entrée miroir », modérément opérationnelle.

- | | |
|-----------|--|
| 17 05 05* | boues de dragage contenant des substances dangereuses |
| 17 05 06 | boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05 |

Noter encore ici les variations de **terminologie** suivant les textes : sédiments, boues de dragage, déblais de dragage.

III. Le devenir des sédiments : gestion à terre (2)

Quels critères?

Un guide est en préparation (!) concernant le point de partage **dangereux/non dangereux** des sédiments marins, fluviaux et lacustres (barrages) nécessitant une gestion à terre (v. circulaire du 4 juillet 2008 *précit.* Section. 4 (a).

Il appartiendra au maître d'ouvrage de proposer une **gestion « adaptée »** (*i.e.*, approche de type risque, évolution, maîtrise du risque, surveillance, comme en matière de déchets).

Incinération ou mise en centre collectif de stockage doivent être **réservées** (c'est-à-dire limitées) **aux sédiments dont les caractéristiques le justifient.**

III. Le devenir des sédiments : gestion à terre (3)

Modalités des gestion à terre (1) (*liste non exhaustive*)

- **Régilage** sur les terrains riverains
- Mise en **terrain de dépôt** (que dans le cas de dragage soumis à autorisation et avec accord du propriétaire) en cas de reprise ultérieure non prévue et pour valorisation, cette reprise sera traitée comme une opération de carrière
- **Épandage agricole**, sous réserve de l'accord des propriétaires des parcelles et du respect des prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998

III. Le devenir des sédiments : gestion à terre (4)

Modalités de gestion à terre (2)

- **Utilisation directe en travaux publics et remblais** (sous réserve de test de percolation ou de stabilité, par exemple, permettant d'en mesurer la compatibilité avec une telle utilisation)
- **Comblement d'anciennes gravières ou carrières**, dans le respect du code de l'urbanisme, des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 *relatif aux exploitations de carrières* et des autres rubriques de la nomenclature de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Conclusion

- Un effort de terminologie juridique encore nécessaire
- La remise en suspension et l'immersion bien encadrées
- Les critères de la gestion à terre encore perfectibles
- Attente de la parution du Guide annoncé en 2008 (protocole pour établissement du critère d'écotoxicité H14 pour gestion à terre en cours de test)
- Existence de guides méthodologiques (e.g., EDR Sédiments 30.01.2002)
- Appel à Manifestations d'Intérêt par l'ADEME « *Solutions innovantes de dépollution et de valorisation des sites et des **sédiments*** » (1^{er} juin 2011 – limite de remise des offres, 2 novembre 2011) (v. arrêté du 30 mai 2011)
- Projet de mise en place d'une redevance...